III) DECRET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°62- 443 /PR.

rendant exécutoires les dispositions de la Convention signée le 25 Août 1962 entre le Gouvernement de la Fédération du Nigéria et le Gouvernement de la République du Dahomey, relative aux Bureaux et postes de Douane à Contrôles nationaux juxtaposés.

--:--:--:--

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Loi n°60-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution de la République du Dahomey;

VU le Décret n°62/PR du 13 Février 1962 portant nomination des membres du Gouvernement;

VU le Décret n°143/PR. du 20 Mars 1962 fixant les attributions du Ministre des Finances et du Travail;

VU la Convention signée le 25 Août 1962 entre le Gouvernement du Dahomey et le Gouvernement de la Fédération du Nigéria;

SUR le rapport du Ministre des Finances et du Travail;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T :

ARTICLE 1er.-- Sont rendues exécutoires les dispositions de la Convention signée le 25 Août 1962 entre le Gouvernement de la République du Dahomey et le Gouvernement de la Fédération du Nigéria, pour la création des bureaux et postes de douane à contrôles nationaux juxtaposés et dont le texte est ci-dessous annexé.

ARTICLE 2.-- Le Ministre des Finances et du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République du Dahomey./..

AMPLIATIONS :

PR.	15
SGG.	4
Ministres	14
MCET (DAE.	
{ Ch. Comm.	6
MPT	6
DOUANES	2
JORD	1
AND.	8

Hubert Maga
Hubert MAGA

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU NIGERIA
ET LE GOUVERNEMENT DU DAHOMEY RELATIVE AUX
BUREAUX A CONTROLES NATIONAUX JUXTAPOSES

T I T R E I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER.- Les deux Gouvernements prennent dans le cadre de la présente Convention les mesures nécessaires en vue de faciliter et d'accélérer le franchissement de la frontière entre les deux pays.

A cette fin ils conviennent :

- a) de construire des bureaux à contrôles nationaux juxtaposés;
- b) d'autoriser les agents compétents de chaque pays à exercer leurs fonctions sur le territoire de l'autre pays dans le cadre de cette convention.

L'établissement, le transfert, la transformation ou la fermeture des Bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et des itinéraires approuvés sur lesquels le contrôle s'exerce, sont effectués d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays.

ARTICLE 2.- Aux termes de la présente Convention les expressions suivantes signifient :

- I) Contrôle : l'application des prescriptions légales, réglementaires et administratives des parties contractantes, relatives au franchissement de la frontière par les personnes, ainsi qu'à l'entrée, à la sortie et au transit des marchandises (y compris les véhicules et les devises) et autres articles.
- II) Etat de séjour : pays sur le territoire duquel se déroulent les opérations de contrôle de l'autre pays.
- III) Pays limitrophe : l'autre pays.
- IV) Zone : la portion de territoire de l'état de séjour, y compris la route approuvée jusqu'à la frontière, où sont stationnés les agents du pays limitrophe pour exercer le contrôle.
- V) Agents : désigne les personnels appartenant aux administrations chargées du contrôle et qui exercent leurs fonctions dans les bureaux à contrôles nationaux juxtaposés ou dans les véhicules en cours de route.
- VI) Bureaux : bureaux à contrôles nationaux juxtaposés.

ARTICLE 3.- Pour faciliter l'accomplissement des formalités et l'exercice du contrôle, les installations et les bâtiments comprendront trois secteurs :

- I secteur affecté au Service Dahoméen, chargé du contrôle des voyageurs, capitaux, marchandises et bagages en provenance ou à destination du Nigéria ;
- I secteur affecté au Service du Nigéria, chargé du contrôle des voyageurs, capitaux, marchandises et bagages en provenance ou à destination du Dahomey;
- I secteur affecté aux Services de Sûreté Nationaux des deux pays.

T I T R E II

BUREAUX ET INSTALLATIONS

ARTICLE 4.- L'Administration compétente de l'état de séjour se chargera de la construction des bureaux et des installations nécessaires pour abriter les Services des deux pays. La nature des installations et des bureaux à construire sera fixée d'un commun accord par les administrations compétentes des deux Gouvernements.

2 - Les frais de construction et d'entretien des bureaux et installations seront répartis d'un commun accord entre les deux Gouvernements au prorata de l'importance du trafic.

ARTICLE 5.- Les Services de chaque pays se distingueront extérieurement par un emblème et des armoiries aux couleurs nationales ou de toute autre manière fixée d'un commun accord.

ARTICLE 6.- Les heures de service et d'ouverture des bureaux seront fixées d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux Gouvernements.

ARTICLE 7.- Le matériel de bureau et les autres objets nécessaires à l'accomplissement des tâches des agents du pays limitrophe dans l'état de séjour, sont exempts de droits et de toutes autres taxes à l'entrée et à la sortie. Aucune caution ou dépôt ne sera requis à condition qu'ils ne soient pas vendus sans le commun accord des deux administrations compétentes et ils ne seront soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation. Ceci s'applique également aux véhicules officiels utilisés par les agents dans l'accomplissement de leurs fonctions.

ARTICLE 8.- L'état de séjour autorisera gratuitement, excepté le recouvrement des frais d'installation et de l'éventuelle location de matériel, l'installation des téléphones nécessaires au fonctionnement satisfaisant des bureaux du pays limitrophe dans l'état de séjour, leur connexion au système du pays limitrophe ainsi que la communication avec les bureaux réservés exclusivement à l'usage des services

du pays limitrophe. Ces communications sont considérées comme faisant partie des communications intérieures du pays limitrophe.

2 - Les Gouvernements des deux pays s'engagent à accorder, à la même fin et par tous les moyens possibles, toutes facilités concernant d'autres moyens de télécommunication.

3 - Les réglementations des deux Etats sur la construction et l'utilisation du matériel de télécommunication ne sont pas affectées par ces dispositions.

ARTICLE 9.- Les lettres et paquets de service et autres articles en provenance ou à destination des bureaux du pays limitrophe peuvent être transportés par les agents de ce pays sans avoir besoin d'utiliser les services postaux de l'état de séjour. Ces articles peuvent circuler sous le timbre officiel du service compétent.

T I T R E III

LES AGENTS ET LEURS FAMILLES

ARTICLE 10.- Le personnel porte lorsqu'il est en service l'uniforme national et les insignes distinctifs prescrits par les règlements de leurs pays.

2 - Ils peuvent dans la zone ainsi qu'entre leur lieu de service et leur résidence être porteurs des armes autorisées par les règlements. L'usage des armes n'est permis que dans la zone en cas de légitime défense. L'usage de ces armes est soumis aux dispositions en vigueur dans l'état de séjour.

ARTICLE 11.- Les demandes de réparation pour les dommages causés par les agents du pays limitrophe dans l'exercice de leurs fonctions sont soumises aux lois et à la juridiction du pays limitrophe comme si les actes avaient eu lieu à l'intérieur du territoire de ce pays. Les ressortissants de l'état de séjour sont toujours traités exactement comme les ressortissants du pays limitrophe en ce qui concerne ces demandes de dommages-intérêts.

ARTICLE 12.- Les agents du pays limitrophe nommément désignés pour remplir leurs fonctions dans la zone aux termes de la présente convention sont dispensés de l'obligation de passeport et de visa. Ils sont autorisés à franchir la frontière en justifiant de leur identité et de leur qualité pour se rendre à leur travail ou à leur logement par la production de documents officiels ou de cartes d'identité. Les véhicules qu'ils utilisent dans la zone ou entre la frontière et leur résidence sont exemptés de tous droits et taxes et dispensés

ARTICLE 13.- Les agents du pays limitrophe, appelés en application de la présente convention à exercer leurs fonctions dans la zone et à résider dans l'état de séjour doivent, en ce qui concerne leur résidence, observer les règlements de l'administration compétente au sujet de la résidence, des étrangers. Au besoin, l'administration compétente de l'état de séjour doit leur fournir gratuitement des permis de résidence ou autres. L'autorisation de résidence ne peut être refusée à la femme et aux enfants d'un agent qui vivent avec lui, à condition qu'ils n'entreprennent aucune activité lucrative qu'il leur est expressément et personnellement interdit d'exercer. Les femmes et les enfants vivant avec les agents et n'exerçant aucune activité lucrative sont exemptés des taxes afférentes à leur permis de résidence. L'administration compétente est libre d'accorder ou non à n'importe quel nombre de ces familles l'autorisation d'exercer une activité lucrative. Lorsqu'un permis est délivré, son acceptation entraîne l'obligation de payer les taxes réglementaires.

ARTICLE 14.- Les agents du pays limitrophe dépendent exclusivement des autorités dont ils relèvent pour tout ce qui concerne leur activité officielle, les rapports de service et la discipline.

2 - Ces agents ne peuvent être appréhendés dans la zone par les autorités de l'état de séjour à raison d'actes accomplis pour l'exercice de leurs fonctions. Ils relèvent dans ce cas de la juridiction du pays limitrophe.

ARTICLE 15.- Les agents du pays limitrophe appelés, en vertu de la présente convention à exercer leurs fonctions dans la zone et à résider dans l'état de séjour bénéficieront pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant avec eux de l'exemption de tous les droits d'entrée et de sortie pour leurs effets personnels, meubles et articles ménagers, y compris véhicules personnels et provisions dans la limite des besoins normaux, apportés au moment de leur arrivée ou importés dans le délai de 3 mois à compter de leur date d'arrivée, ensuite pour l'établissement de leur foyer dans l'état de séjour. Afin de bénéficier de cette immunité les biens doivent être nationalisés par le paiement des droits et non soumis à des mesures de prohibition ou de restriction dans le pays où les agents et les membres de leur famille vivaient auparavant. Les règlements de l'état de séjour relatifs à l'usage des biens et effets admis en franchise ne sont pas affectés par cette disposition.

2 - Les agents sont exemptés de tous impôts personnels ou de même nature exigibles en vertu de la législation de l'état de séjour. En ce qui concerne le service national et militaire ils sont

considérés comme ayant leur résidence dans le pays limitrophe. Ils ne sont soumis à aucun autre droit d'entrée ou taxe applicable aux ressortissants du pays.

3 - Les agents du pays limitrophe conformément à la définition de la présente convention, qui remplissent leurs fonctions dans l'état de séjour mais n'y résident pas, sont exemptés à l'égard de la législation de l'état de séjour de tous impôts personnels ou assimilés et des impôts sur le traitement officiel.

4 - Les traitements des agents du pays limitrophe qui remplissent leurs fonctions dans la zone en vertu de cette convention ne sont soumis à aucune restriction imposée par le contrôle des devises ou du change. Ils peuvent transférer librement leur argent liquide et leurs gains dans le pays limitrophe.

ARTICLE 16.- Les autorités de l'état de séjour accordent à tous les agents du pays limitrophe, pour l'exercice de leurs fonctions, la même protection et assistance qu'à leurs propres fonctionnaires et agents.

2 - Les crimes et délits commis dans l'état de séjour contre les agents du pays limitrophe dans l'exercice de leurs fonctions, seront punis conformément à la législation de l'état de séjour comme s'ils avaient été commis contre les agents de l'état de séjour exerçant les mêmes fonctions.

3 - Les agents du pays limitrophe ne peuvent être appréhendés par les autorités de l'état de séjour à raison d'actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils relèvent dans ce cas de la juridiction du pays limitrophe.

ARTICLE 17.- Les autorités de l'état de séjour se réservent le droit d'inviter les autorités du pays limitrophe à rappeler certains de leurs fonctionnaires ou agents. Le Gouvernement du pays limitrophe procédera au rappel de ces fonctionnaires ou agents.

ARTICLE 18.- Si les autorités compétentes les autorisent, les agents du pays limitrophe ont le droit de faire respecter la discipline dans la zone attribuée à leur poste et d'expulser tous les auteurs de troubles. Ils peuvent, si besoin est, faire appel aux autorités compétentes de l'état de séjour pour les aider à maintenir l'ordre.

T I T R E I V

EMPLOYÉS AUTRES QUE LES FONCTIONNAIRES

ARTICLE 19.- Sont soumises à l'agrément des autorités compétentes du pays de séjour, les personnes autres que les agents du pays limitrophe y compris les commissionnaires en douanes, pour exercer leurs

activités dans la zone à titre professionnel. Ces personnes sont soumises à cet égard aux prescriptions légales réglementaires et administratives du pays limitrophe concernant ces activités. Les opérations effectuées et les services rendus dans ces conditions sont considérés comme exclusivement effectués et rendus dans le pays limitrophe avec toutes les conséquences fiscales qui en découlent.

2 - Les personnes utilisées pour ces opérations peuvent indifféremment être des ressortissants de l'un ou l'autre pays. Les lois et règlements de l'état de séjour qui régissent l'emploi des travailleurs étrangers ne sont pas applicables dans ce cas.

3 - Les facilités prévues par la législation de l'état de séjour pour le franchissement de la frontière et la résidence dans ce pays, sont accordées aux personnes citées au paragraphe I et à leurs auxiliaires pour leur permettre de remplir leurs engagements.

T I T R E V

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTROLE

ARTICLE 20.- Les prescriptions légales, réglementaires et administratives du pays limitrophe relatives au contrôle sont applicables dans la zone comme elles le sont dans le pays limitrophe. Elles sont appliquées par les agents du pays limitrophe dans la même mesure et avec les mêmes conséquences que dans leur propre pays.

2 - Lorsque les prescriptions légales, réglementaires et administratives du pays limitrophe relatives au contrôle sont enfreintes dans la zone, les tribunaux du pays limitrophe sont compétents et statuent dans les mêmes conditions que si ces infractions avaient été commises dans le pays limitrophe.

3 - Sauf pour ces dispositions la législation de l'état de séjour est en vigueur dans la zone.

ARTICLE 21.- Les agents du pays limitrophe ne peuvent arrêter dans la zone les personnes qui ne se rendent pas dans ce pays sauf si elles enfreignent dans la zone les prescriptions légales, réglementaires et administratives du pays limitrophe relatives au contrôle des douanes ou de l'immigration.

ARTICLE 22.- Le contrôle du pays de sortie doit être effectué avant le contrôle du pays d'entrée.

2 - Les autorités du pays d'entrée ne sont pas autorisées à commencer leur contrôle avant la fin ou l'exemption du contrôle de sortie.

3 - Les autorités du pays de sortie ne peuvent plus effectuer leur contrôle lorsque les agents du pays d'entrée ont